

105 : La guerre de Troie n'aura pas lieu

10 janvier 2010

La crise de 2008-09 est la première crise du XXI^e siècle : elle a trouvé son origine immédiate dans l'interdépendance incroyable des économies, selon Daniel Cohen (*La Prospérité du Vice*, Albin Michel). On sait que l'interconnexion, dans quelque domaine que ce soit, présente à la fois l'avantage de mutualiser les risques jusqu'à un certain seuil, puis l'inconvénient de mettre en péril tout le système au moindre dysfonctionnement de l'un des éléments, important ou non. Le système peut alors « sauter » sans prévenir, sans que nul ne puisse prévoir si le déclencheur sera grand ou petit, et s'il s'agira d'une action volontaire ou non. Une question à examiner sérieusement : ne pourrait-il y avoir un jour une crise terroriste ?

Dans un milieu homogène, statistiquement, une crise emporte jusqu'à 60 % de l'effectif global, alors que dans un monde diversifié, elle ne touche que 10 % de l'ensemble. Or, tous les pays aujourd'hui se ressemblent de plus en plus, même les pauvres. Tous les économistes reconnus qui n'ont pas trempé dans les bulles en conviennent, à commencer par Andrew Haldane (« *Why banks failed the stress test ?* », fév 2009), Paul Krugman presque chaque jour (<http://krugman.blogs.nytimes.com/>), Amartya Sen, Nouriel Roubini et quelques autres fort estimables. Il y aurait même des économistes français à citer, mais à part Maurice Allais - et encore - qui les connaît puisqu'ils n'écrivent pas en anglais ? Joseph Stiglitz va jusqu'à dire partout que la politique de Obama - ô déception pour tant de naïfs ! - entretient et perpétue un « ersatz de capitalisme » qui socialise les pertes en privatisant les profits et que le monde va donc vers de nouvelles crises, même si, à la fin de la présente, dans quatre ans, les effets actuels du chômage croissant et des capacités inutilisées des entreprises auront cessé de produire leurs mauvais effets. Le modèle étatsunien, poursuit Stiglitz, est erroné, fondé qu'il est sur le postulat d'une consommation indéfinie des Étatsuniens protégés par un système financier qui a repris le cours habituel d'engendrement de profits à partir de spéculations. C'est aussi un modèle dépassé, dit-il, parce que les États-Unis ne sont plus la première source du capital mondial, parce que la suprématie du dollar est contestée et parce que le revenu des classes moyennes va baisser en monnaie constante ces prochaines années. Le système est incorrigible. Dont acte.

Il suffit de lire les inquiétudes manifestées le 8 janvier 2010 (www.letemps.ch) par la Banque des règlements internationaux de Bâle (BRI) et les banquiers des banques centrales pour le comprendre et frissonner. Ils se réunissent le 10 janvier pour dénoncer, selon le *Financial Times*, « le retour à des prises de risques excessives des grands établissements qui s'endettaient au-delà du raisonnable afin de maximiser leurs profits. Leur retour à la prudence, en raison de l'intervention des États entre la fin 2008 et l'été 2009, n'a été que temporaire. La reprise des affaires et la disparition d'acteurs majeurs comme Lehman Brothers ou Bear Stearns ont donné une nouvelle impulsion à des géants comme Goldman Sachs, qui reprennent sans vergogne leurs mauvaises habitudes ».

Certes, Cassandre en convient volontiers, les États-Unis vont rester longtemps le pays le plus riche de la planète. Mais ils ne pourront plus désormais dicter leur loi au monde, même s'ils vont rester quelque temps les plus puissants pour faire fonctionner en leur faveur, aussi longtemps qu'ils le pourront, ce modèle - c'est de « bonne guerre » ! -, fondé sur des rapports asymétriques, modèle qui sert aujourd'hui de substitut de bas étage à une indispensable (chimérique ?) gouvernance mondiale. Les pays riches et émergents sont collectivement, Chine et Inde comprises, en train de fabriquer une civilisation homogène avec les mêmes normes de production et de consommation. Il n'y aura bientôt plus de tiers monde, au sens où,

pour assurer leur croissance, les pays développés et les pays émergents agiront ensemble pour financer les pays pauvres, paresseux et altermondialistes qui voudront conserver un mode de vie décalé. Ils les attireront ainsi, en les maintenant sur le mode mineur dans une situation de dominés, vers le système mondialisé. Il se pourra même que les pays avancés et émergents aillent jusqu'à féliciter les « pauvres et attardés » de l'attention qu'ils portent au « développement durable » et qu'ils tentent de leur faire porter ce « fardeau de l'avenir » dont ils ne souhaitent pas se charger.

Le contentement de soi dont font preuve aujourd'hui les pays riches et ceux qui veulent clairement le devenir, BRIMAC compris (Brésil, Russie, Inde, Mexique, Afrique du Sud, Chine) est assez surprenant. Il continue d'être fondé sur l'éloge de la réussite de l'Occident (les Lumières, la Raison, la liberté d'entreprendre...) et de celle du capitalisme actuel (la science, les techniques, l'innovation, l'ingénierie... et aussi le libéralisme et le laisser-faire). La glorification de ces réussites temporaires au regard de l'histoire longue - cinq siècles quand même -, occulte presque complètement la longue liste des échecs concomitants (crises économiques, crises sociales, révolutions, fascismes divers, inégalités institutionnalisées, guerres, conflits nucléaires tenus en laisse,...). Il faudrait quand même s'attarder un peu sur l'exception fantastique que représente l'invention européenne du capitalisme marchand et cesser de la décrier tout en en profitant. Qu'elle soit couplée en partie au christianisme ou développée contre lui demeure un grand débat à régler. Mais il est certain qu'aucune des autres religions du monde, aucune des civilisations estimables des peuples premiers n'a été capable d'inventer la moitié du quart de ce qui fait le monde actuel (triomphes et horreurs confondues, mais il n'est aucune civilisation qui puisse se proclamer libre d'horreurs). Pour être clair et sans vouloir déclencher de longues polémiques (pourquoi pas, mais en un autre lieu ?) la seule religion qui a pu un moment concourir à cette aventure est l'islam, mais elle a pris un autre chemin. Quoi qu'il en soit, tout se passe comme si le monde entier, d'une part, acceptait volontiers de qualifier de suicide collectif les deux guerres mondiales (pour l'Europe, de l'Atlantique à l'Oural, c'est certain) mais, d'autre part, refusait obstinément d'en tirer la moindre leçon sur le modèle civilisationnel qui a engendré cette situation suicidaire qui dure et dans lequel l'Occident, alourdi de ses succès - mondialisation - et de ses stupres - nazisme et stalinisme - se trouve à nouveau plongé actuellement, faisant par exemple payer indûment aux peuples du Proche-Orient, de façon méprisable, sa culpabilité impardonnable dans le traitement historique des juifs.

Cassandre croit nécessaire de s'attarder un peu sur les cinq siècles évoqués plus haut, ceux de la construction en Europe de cette exception historique qu'est le capitalisme, exception qui étonne encore les Chinois et beaucoup d'autres peuples en Afrique, en Asie et en Amérique. Des milliers d'articles et de livres lui ont été consacrés, inutile d'en ajouter un de plus. Il en subsiste ceci pour ce qui concerne la France : son héritage chrétien, issu des Croisades, a induit un certain messianisme universaliste que les Lumières et les idéaux de 1789 n'ont pas fait disparaître. Cette exigence soudaine de mouvement, aux XIe-XIIIe siècles, qui a conduit les Français et certains autres Européens à quitter leurs parapets, leurs champs et parfois leurs femmes pour porter leur « bonne nouvelle » au « monde entier » (on ne connaissait pas encore au début l'Amérique, et ce qu'on savait de l'Afrique n'allait pas bien loin), cet élan qu'on appelle évangélisation, les a conduits à exercer d'une manière pour le moins curieuse leur curiosité pour le monde extérieur. Vint ensuite cette aberration historique de l'intelligence humaine, marquée d'abord par les *Conquistadores*, puis par les illuminés de la « mission civilisatrice de la France », adossés aux penseurs colonialistes du « *white man's burden* ». Et pour finir les « valeurs universelles ». Les Chinois, qui auraient pu faire le chemin en sens inverse dès le début de la fin de la domination mongole, à partir de 1368, lorsqu'ils

envoyèrent les jonques militaires de l'amiral Zheng He jusque dans le golfe Persique et sur les côtes du Mozambique, en restèrent pendant ce temps - et au-delà - au concept étriqué de Grande Muraille, se contentant de déverser leur mépris sur les Barbares et de cultiver en interne - erreur géopolitique fatale - leur propre et immense richesse intellectuelle, scientifique, culturelle et philosophique. Leurs projections « à l'étranger », dès avant notre ère, n'ont jamais rien eu de messianique. Ils créaient des emporiums dans leur environnement proche (Asie du Sud, Asie centrale) et considéraient de haut tout ce qui n'était pas « eux ». Ils ont payé très cher cet autisme au 19e siècle. Ceux qui les fréquentent aujourd'hui feraient une erreur grave en croyant que cet autisme a disparu au début du XXIe siècle.

Malgré leur expansionnisme actuel, qui n'est pour longtemps qu'économique, ni leur vision des choses ni leur mentalité de base n'ont beaucoup changé. Leur mépris reste profond pour ce qui n'est pas chinois, comme demeure insondable le mépris des héritiers des Lumières pour tout ce qui ne droïdelomise pas à leur manière. Ce mépris va sans cesse revenir à la figure des uns et des autres, dans nombre de situations, parce que les descendants des peuples qui recevaient jadis avec reconnaissance la pacotille des mains de Gama, de Cabral, de Magellan et de bien d'autres, ont appris assez d'histoire pour ne plus être d'humeur à tolérer cette forme de colonialisme-là. Il faudrait - vaste programme -, pour que la Chine puisse jouer bientôt dans le monde des pauvres le rôle auquel elle aspire, qu'elle apprenne à être curieuse des autres de façon désintéressée - ce qui est étranger à sa culture et la fait ressembler aux autres cultures asiatiques en général, Japon inclus, et peut-être même aux États-Unis -.

Quoi qu'il en soit, il ne faut pas s'attendre à passer de manière tranquille le demi-siècle à venir. Innombrables sont les prévisions autoréalisatrices qui annoncent pour 2050 tant de milliards d'hommes, tant d'avions à produire, tant de milliards de km de fibre optique, tant de dépenses de construction de musées pour abriter des œuvres d'art en croissance exponentielle... Il y a là quelque chose d'inconsciemment mortifère, comme chaque fois que l'on porte son attention et son émotion sur le chemin, en oubliant de regarder où se trouve la boue et surtout sans avoir de but. Or, rien, absolument rien ne vient nous donner des arguments pour estimer que nous échapperons à une prochaine crise, violente et dure, parce que nous ne voulons pas savoir où nous allons. Elle ne sera probablement pas financière, moins encore immobilière : aux milliards de dollars de pertes virtuelles près (*peanuts...*), notre système a appris à gérer ce genre d'inconvénient. Mais il ne sait toujours pas le moins du monde gérer les crises sociales qui vont prendre un tour nouveau avec l'uniformisation des genres de vie de la planète. Chaque pays continue ardemment à préparer des guerres, de plus en plus sophistiquées, et à en mener quelques-unes qui ont comme caractéristique d'être dirigées du fort vers le faible, d'être fortement asymétriques. Mais que se passera-t-il si (quand ?) un conflit armé surviendra entre forts ? Rien ne permet aujourd'hui de croire, sauf un *wishful thinking* périlleux, qu'un conflit majeur ne se produira pas, par exemple, entre les États-Unis et la Chine. Il se trouvera toujours une Pologne pour servir de prétexte...

Par ailleurs, tout devient susceptible de faire explosion. Depuis quelques années, Ô bama ou non, les États-Unis, pour leur intérêt propre - « il est des guerres justes... » - et non pour celui de la planète, ont pris la tête d'une campagne mondiale de normalisation des sociétés et des États qui ne veulent pas encore se couler dans le moule de la mondialisation organisée en faveur des riches. Ils sont accompagnés par des puissances dites émergentes qui y trouvent leur avantage (Chine, Russie, Inde en premier). Ils jouent de leurs supplétifs soigneusement arrimés à leur char (Europe, OTAN, Commonwealth, ainsi que l'inclassable -ou trop classable - Grande-Bretagne). Mais il devient de moins en moins vraisemblable que la coupure entre les États-voyous et les autres va subsister telle quelle. D'ailleurs, État-voyou pour État-voyou, le

monde en supporte au moins un qui n'est pas sur les listes... Une fois que « l'ordre mondial » aura été installé (Irak kaput, Afghanistan aux ordres, Somalie en poudre, Yémen désossé, Iran pulvérisé, Corée du Nord implosée, Soudan... Pakistan, Syrie, Cuba, Chavez, Evo Morales et pourquoi pas Lula, considéré comme un « marxiste responsable », ce qui est déjà beaucoup trop...), il faudra bien que les contradictions s'expriment en d'autres lieux et rien ne viendra plus s'interposer entre les tigres assis autour du gâteau planétaire.

La disproportion entre la cause et les effets est et sera probablement le caractère majeur d'une crise systémique de style nouveau. Il a suffi en octobre 2008 de quelques misérables milliards de dollars imprudents de bulle immobilière et financière (200 à 300 à peine) pour que se déclenche une crise de type 1929. C'est assez ridicule. Les causes étaient plus profondes. Les économies asiatiques, que l'on dit bénéficiaires d'un « basculement historique de la richesse », sont tellement intégrées à l'économie mondiale qu'elles ne peuvent servir de plateforme de rebond. On voit même des économies ou des pays que l'on disait « sérieux » (l'Islande, Dubaï...) se trouver pantelants d'un jour à l'autre. On parle de la Chine : encore faut-il retrouver le sens des proportions. On crie sans cesse au miracle à son propos. Soit, mais du calme ! Sa santé actuelle dépend presque entièrement des débouchés qu'elle trouve dans le monde. D'ailleurs, il est remarquable que ses dirigeants ne se soient pas voilé la face : ils ont bien compris que s'ils ne changeaient pas de politique, ils risquaient gros. Alors on a vu en un tournemain ce pays qui tirait sa richesse des exportations orienter tous les moyens dont il disposait vers la consommation intérieure, fortement attardée. Avec quel succès, on verra... Mais cela ne change rien pour ce qui se passe à l'extérieur du pays : n'oublions pas que ses treize cent millions d'habitants ont un PIB qui dépasse à peine celui de 80 millions d'Allemands, *dix-sept fois moins nombreux*, et donc approximativement dix-sept fois plus riches. Si la Chine, à la faveur de la crise, parvient à combler une partie de son retard, elle ne pourra en aucun cas tirer l'ensemble du système mondial vers le haut. Encore faudrait-il qu'elle le souhaite, ce qui peut se discuter. Répétons-le : elle n'a pas, elle n'a jamais eu de vocation évangélique.

Et que va-t-il se passer par ailleurs à propos des tensions pour l'énergie ou les matières premières ? La Chine, toujours elle, en plus du souci du développement de 600 millions de ruraux attardés, doit suivre de très près la révolution informatique qui n'est pas finie et qui entraîne des gains de productivité formidables (ce qui décline automatiquement les ruraux illettrés et accélère la formation d'une société non pas à deux vitesses, mais à grand écart élargi). En même temps, la création de nouveaux marchés sur la planète, due à la mondialisation, est très favorable à la Chine, ce qui explique qu'elle est « contrainte » de se précipiter dans tous les recoins du monde pour assurer son propre développement, sous peine de le voir ralenti par l'intervention des concurrents. Elle ne peut pas laisser le monde déjà développé poursuivre seul une sorte de néo-néo-colonialisme. Elle doit aussi en retirer quelques marrons. Cynisme ? Non, pragmatisme.

Le potentiel de la croissance mondiale est encore très grand en 2010, en particulier grâce à la physique des particules, aux nanotechnologies, aux interventions au niveau de la molécule, à la rapidité croissante des connexions au sein de la matière, à des milliers de découvertes dans des centaines de domaines... On peut même envisager de traiter bientôt les problèmes industriels au niveau de l'atome, ce qui modifiera radicalement ce qu'on appelle encore industrie. Les ouvriers, là-dedans, en aura-t-on besoin pour gérer des robots ou l'inverse ?

Avec ces nouveaux traitements de la matière, le problème des matières premières disponibles deviendra moins grave que celui de l'énergie - et encore -. En effet, contrairement à ce que

racontent à loisir certains médias, la Terre n'est pas près de manquer de matières premières. Elle fait 6 000 km de rayon, dont quelques kilomètres exploitables : notre époque est capable d'y prélever sans fin prévisible pour l'instant tout ce dont elle a besoin et au-delà. À quel prix, c'est une autre affaire. Notre époque peut aussi se donner les moyens de trouver toute l'énergie dont elle aura besoin, le soleil et la chaleur centrale du globe étant excédentaires en énergie plusieurs milliards de fois pendant plusieurs milliards d'années par rapport à nos besoins à venir, somme toute ridiculement faibles. Il n'y a de soucis à se faire que sur la gestion temporaire et localisée de notre environnement.

Et là, on revient évidemment dans le cadre des comptabilités d'entreprises, des intérêts des banques et des stratégies des États. Pour le moment, les peuples de la planète sont divisés en deux ensembles : l'un est assez riche, techniquement et intellectuellement avancé pour produire de la richesse immatérielle, invention ou innovation ; l'autre est assez pauvre pour accepter de produire peu cher les biens matériels, issus de l'immatériel, dont l'ensemble des riches est un consommateur friand. Le pouvoir d'achat que les pays pauvres acquièrent ainsi non seulement leur sert à fabriquer de tout mais en plus les entraîne aussi à consommer de tout : c'est une évidence, c'est ce qui a mené à l'émergence de certains. Que les emplois nouveaux peu payés chez les pauvres entraînent une déqualification ou une suppression d'emplois ouvriers dans les pays riches est une autre évidence. Les conséquences n'en sont pas toujours bien perçues : l'augmentation du niveau de vie chez les pauvres émergents les conduit à s'approprier peu à peu des qualifications nécessaires à la production de biens immatériels, qualifications qui les mettront bientôt en concurrence avec les pays riches sur ce terrain-là. La Chine produirait 350 000 ingénieurs par an, l'Inde 215 000. Il se trouvera bien parmi eux quelques inventeurs, statistiquement si le racisme ambiant ne peut pas admettre de dire « culturellement ». Nos esthètes de la culture feraient parfois bien de calculer dans quelle toute petite quantité de fumier salzbourgeois, donc allemand, est né Mozart.

Les pays riches sont aujourd'hui contraints de produire encore plus de nouvelles richesses immatérielles et donc de déclasser chez eux leurs propres populations qui jadis produisaient des richesses matérielles ordinaires. Ce faisant, les travailleurs des pays riches sont conviés à chercher des emplois de plus en plus qualifiés, notamment au moyen de formations de plus en plus spécialisées et allongées au cours de la vie même, sous peine d'enclencher le processus d'appauvrissement continu. Ce processus appelle ainsi, soit dit en passant, de manière inéluctable, le renouvellement constant d'une immigration de populations peu formées venant des pays pauvres pour assurer chez les riches les tâches matérielles de base. Chaque génération d'immigrés produisant, par l'éducation en pays riche, des enfants qui passent dans le champ de la production de choses immatérielles (alors que leurs parents restent au mieux cantonnés dans ce qu'on appelle les services, ou deviennent carrément inutiles), il faudra sans cesse maintenir en permanence le flot d'immigrants jusqu'à ce que les pays émergents aient émergé et que l'on trouve encore disponibles dans les pays décidément attardés de nouveaux immigrants potentiels.

Bien entendu, une autre question est soigneusement évitée parmi celles qui « font souci » pour l'avenir. On pourrait se demander pourquoi, si l'on ne savait qu'il s'agit de la consommation, le moteur de notre civilisation (« piloter l'économie par la demande... »). En effet, si les Chinois, les Indiens et quelques autres se mettaient dans la tête de parvenir un jour à des niveaux d'aise, de consommation et de qualité de vie semblables à ceux des pays de l'Europe occidentale (ne parlons même pas des États-Unis), par quels moyens - et de quel droit ? - pourrait-on les dissuader d'y parvenir ? De quelle manière une autorité quelconque - on ne voit pas laquelle - pourrait-elle les persuader de changer de modèle de développement au

point de renoncer à tout ce qu'ils sont en train de construire - avec notre aide ! - pour parvenir à un stade de consommation qui sera évidemment calqué sur le nôtre ? La Chine, par la soudaineté de son « réveil » -moins de trente ans - est devenue une sorte de cauchemar : 12 000 nouveaux kilomètres de TGV en projet, 2 800 avions de plus d'ici 2030, trois milliards de tonnes de charbon annuelles en 2050, le premier parc automobile du monde à raison d'un million de véhicules supplémentaires par mois, des projets de missiles terre-mer pour atteindre en plein océan (pacifique, il paraît) des porte-aéronefs de passage (mais qui donc passait par là, compagnons de la marjolaine... ?) et, pour couronner le tout, 600 millions de nouveaux urbains à venir pour lesquels il faudra construire des logements, des infrastructures, bref des villes. Se rend-on compte ? 600 villes nouvelles de un million d'habitants chacune, alors que la France en tout et pour tout supporte mal d'en avoir quatre et leurs banlieues, même pas les doigts d'une seule main...

Cassandre